



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**



Bruxelles, le 15 septembre 2009
13283/09 (Presse 268)
(OR. en)

Le Conseil adopte une nouvelle action commune relative à l'EUSEC RD Congo

Le Conseil a arrêté une action commune relative à la mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo).

Cette action commune renouvelle le mandat de l'EUSEC RD Congo. Le mandat actuel, défini en 2007, s'achève le 30 septembre 2009.

Conformément à la nouvelle action commune, la mission de l'EUSEC RD Congo vise à assister les autorités congolaises dans la mise en place d'un appareil de défense capable de garantir la sécurité des Congolais, en respectant les normes démocratiques, les droits de l'homme et l'État de droit, ainsi que les principes de bonne gestion des affaires publiques et de transparence. En particulier, la mission concourt, en étroite coordination avec les partenaires internationaux, à créer les conditions permettant la mise en œuvre des orientations retenues par les autorités congolaises dans le plan révisé de la réforme des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), approuvé par le président de la RDC à la fin du mois de mai 2009.

P R E S S E

Rue de la Loi, 175 B - 1048 BRUXELLES Tél.: +32 (0)2 281 6319 Fax: +32 (0)2 281 8026
press.office@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/Newsroom>
3942 (Presse)

1
FR

L'action commune portera sur une période d'un an (du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2010). Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission est de 10,9 millions d'euros.

La nouvelle action commune remplace l'action commune 2007/406/PESC.

L'Union européenne mène la mission EUSEC RD Congo depuis juin 2005. Cette mission, actuellement composée d'une soixantaine de personnes placées sous la direction du général Jean-Paul Michel, a contribué à la mise en œuvre de plusieurs projets essentiels tels que le projet "Chaîne de paiement" et le recensement biométrique des effectifs des forces armées de la RDC. L'UE n'a cessé de soutenir la réforme du secteur de la sécurité en RDC, dans le cadre de son action plus générale consistant à soutenir le développement et la démocratie dans la région des Grands Lacs africains.

Des informations plus détaillées sont disponibles à l'adresse suivante:

www.consilium.europa.eu/eusec-rdcongo